

F. 91 — 2197

4 JUILLET 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 49 du 21 mai 1991, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique, aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu les articles 13 et 14 aux mesures d'encadrement du travail de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990, relative en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990;

Vu la demande du Conseil national du Travail;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 49, reprise en annexe, conclue le 21 mai 1991 au sein du Conseil national du Travail, relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique, aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 49 du 21 mai 1991 relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique, aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit

CHAPITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique :

— aux employeurs qui occupent des travailleurs dans des régimes de travail comportant des prestations entre 23 et 6 heures dans le cadre :

- * ou de travaux prestés en continu;
- * ou de travaux prestés en semi-continu;
- * ou de travaux prestés de manière fixe la nuit pour autant que l'employeur organise des activités 24 heures sur 24;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 10 mai 1990, *Moniteur belge* du 13 juin 1990.

N. 91 — 2197

4 JULI 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 49 van 21 mei 1991, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de waarborg van een specifieke financiële vergoeding ten gunste van de werknemers die zijn tewerkgesteld in het kader van ploegenarbeid met nachtprestaties of andere vormen van arbeid met nachtprestaties (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de artikelen 13 en 14 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 49, gesloten op 21 mei 1991 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende waarborg van een specifieke financiële vergoeding ten gunste van de werknemers die zijn tewerkgesteld in het kader van ploegenarbeid met nachtprestaties of andere vormen van arbeid met nachtprestaties.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 49 van 21 mei 1991 betreffende de waarborg van een specifieke financiële vergoeding ten gunste van de werknemers die zijn tewerkgesteld in het kader van ploegenarbeid met nachtprestaties of andere vormen van arbeid met nachtprestaties

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing :

— op de werkgevers die werknemers tewerkstellen in arbeidsgelangen met prestaties tussen 23 en 6 uur binnen het raam van :

- * continuarbeid;
- * semi-continuarbeid;
- * vaste nachtarbeid voor zover de werkgever 24 uur op 24 uur activiteiten ontplooit;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969;
Koninklijk besluit van 10 mei 1990, *Belgisch Staatsblad* van 13 juni 1990.

— ainsi qu'aux travailleurs qu'ils occupent pour autant qu'ils prestent de manière essentielle leur travail dans le cadre des travaux prédécrits soit sur une base constante soit sur une base rotative entre 23 et 6 heures.

§ 2. Sont exclus du champ d'application de la présente convention :

— les personnes occupées dans une entreprise familiale où ne travaillent habituellement que des parents, des alliés ou des pupilles, sous l'autorité exclusive du père, de la mère ou du tuteur;

— le personnel navigant des entreprises de pêche et de la marine marchande ainsi que le personnel navigant occupé à des travaux de transport par air.

Commentaire

a) Il convient de noter que la présente convention ne porte atteinte à la notion de nuit telle qu'elle est définie à l'article 35 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

b) Pour l'application de la présente convention, il faut comprendre :

— par employeurs qui occupent des travailleurs dans des régimes de travail comportant des prestations entre 23 et 6 heures, les employeurs qui occupent des travailleurs dans des régimes de travail qui comportent habituellement des prestations entre 23 et 6 heures;

Il convient de noter qu'en cas de travaux prestés en continu, il s'agit d'une seule et même activité tandis qu'en cas de travaux prestés de manière fixe la nuit, il s'agit de plusieurs activités.

— par travailleurs qui prestent de manière essentielle leur travail soit sur une base constante soit sur une base rotative entre 23 et 6 heures, entre autres et à titre d'exemple les travailleurs occupés de 22 à 6 heures ainsi que ceux occupés de 24 à 12 heures. Ne sont en revanche pas visés par la présente convention les travailleurs occupés de 12 à 24 heures.

CHAPITRE II. — Principes et modalités d'application

Art. 2. § 1er. Une indemnité financière horaire venant s'ajouter au salaire horaire du travailleur, d'un montant de 30 F et liée à l'indice des prix à la consommation en vigueur le 1er mai 1991 (chiffre-indice d'avril 1991) est garantie aux travailleurs occupés dans l'un des régimes de travail visés à l'article premier de la présente convention.

En dérogation au premier alinéa, une indemnité financière horaire venant s'ajouter au salaire horaire du travailleur, d'un montant de 36 F et liée à l'indice des prix à la consommation en vigueur le 1er mai 1991 (chiffre-indice d'avril 1991) est garantie aux travailleurs âgés d'au moins 50 ans occupés dans l'un des régimes de travail visés à l'article premier de la présente convention.

§ 2. L'octroi de l'indemnité financière horaire garantie en application du paragraphe 1er de la présente disposition est limité aux jours où le travailleur effectue les travaux visés à l'article premier de la présente convention.

Elle est due, dans cette limite, pour les heures prestées en exécution de l'horaire de travail pour autant que ces prestations se situent, dans le cadre de cet horaire, de manière essentielle entre 23 et 6 heures.

Commentaire

a) En ce qui concerne la liaison du montant de l'indemnité financière horaire à l'indice des prix à la consommation, il convient de noter que l'indice des prix à la consommation en vigueur au 1er mai 1991 est celui d'avril 1991, c'est-à-dire 108,06 (base 1988 = 100). Toutefois, en ce qui concerne l'application des adaptations à l'indice, il faut tenir compte de la moyenne des indices des quatre derniers mois (arrêté royal n° 156 du 30 décembre 1982 modifiant la loi du 2 août 1971 et arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations). Donc le chiffre-indice à prendre en considération est de 108,95 (1988 = 100).

b) Pour l'application de la présente convention, il faut comprendre par heures prestées en exécution de l'horaire de travail pour autant que ces prestations soient effectuées de manière essentielle entre 23 et 6 heures, entre autres et à titre d'exemple les heures prestées entre 22 et 6 heures ainsi que celles entre 24 et 12 heures. Ne sont en revanche pas visées les heures prestées entre 12 et 24 heures.

Art. 3. Les dispositions de l'article 2 ne sont applicables qu'à défaut de convention collective de travail ou d'accord collectif régulièrement appliqué déjà intervenu avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention au niveau de la branche d'activité et/ou de l'entreprise qui règle la question.

— alsook op de werknemers die zij tewerkstellen, voor zover deze werknemers in het kader van de voornoemde werkzaamheden hoofdzakelijk hetzij vast hetzij in een rouleerstelsel tussen 23 en 6 uur werken.

§ 2. Van het toepassingsgebied van deze overeenkomst zijn uitgesloten :

— de personen die werkzaam zijn in een familieonderneming waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd;

— het varend personeel van de visserijbedrijven en van de koopvaardij alsmede het varend personeel tewerkgesteld aan werken van vervoer in de lucht.

Commentaar

a) Opgemerkt dient te worden, dat deze overeenkomst geen afbreuk doet aan het begrip « nacht » zoals het is omschreven in artikel 35 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

b) Voor de toepassing van deze overeenkomst moet worden verstaan :

— onder werkgevers die werknemers tewerkstellen in arbeidsregelingen met prestaties tussen 23 en 6 uur, de werkgevers die werknemers tewerkstellen in arbeidsregelingen welke gewoonlijk prestaties tussen 23 en 6 uur met zich meebrengen.

Opgemerkt dient te worden, dat het in geval van continuïteit van één en dezelfde activiteit gaat terwijl het in geval van vaste nachtarbeid om verschillende activiteiten gaat;

— onder werknemer die hoofdzakelijk hetzij vast hetzij in een rouleerstelsel tussen 23 en 6 uur werken, onder andere en bij wijze van voorbeeld de werknemers die van 22 tot 6 uur werken alsook de werknemers die van 24 tot 12 uur werken. De werknemers die van 12 tot 24 uur werken vallen daarentegen niet onder het toepassingsgebied van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK II. — Beginselen en toepassingsregels

Art. 2. § 1. Een financiële vergoeding van 30 frank per uur, gekoppeld aan het op 1 mei 1991 van kracht zijnde indexcijfer van de consumptieprijzen (indexcijfer april 1991), wordt boven het uurloon gewaarborgd aan de werknemers die in één van de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde arbeidsregelingen zijn tewerkgesteld.

In afwijking van de eerste alinea wordt boven het uurloon een financiële vergoeding van 36 frank per uur, gekoppeld aan het op 1 mei 1991 van kracht zijnde indexcijfer van de consumptieprijzen (indexcijfer april 1991), gewaarborgd aan de werknemers die ten minste 50 jaar oud zijn en die in één van de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde arbeidsregelingen zijn tewerkgesteld.

§ 2. De ingevolge § 1 van deze bepaling gewaarborgde financiële uurvergoeding wordt slechts toegekend voor de dagen waarop de werknemer de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde werkzaamheden verricht.

Zij is binnen deze perken verschuldigd voor de uren die ter uitvoering van het werkrooster worden verricht, voor zover deze prestaties in het kader van dat werkrooster hoofdzakelijk tussen 23 en 6 uur liggen.

Commentaar

a) Wat de koppeling van het bedrag van de financiële uurvergoeding aan het indexcijfer van de consumptieprijzen betreft, dient te worden opgemerkt dat het op 1 mei 1991 van kracht zijnde indexcijfer van de consumptieprijzen het cijfer is van april 1991, d.w.z. 108,06 (basis 1988 = 100). Wat de toepassing van de indexaanpassingen betreft, moet evenwel rekening worden gehouden met het gemiddelde van de indexcijfers van de laatste vier maanden (koninklijk besluit nr. 156 van 30 december 1982 tot wijziging van de wet van 2 augustus 1971 en koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging). Hierdoor bedraagt het in aanmerking te nemen indexcijfer 108,95 (1988 = 100).

b) Voor de toepassing van deze overeenkomst moet onder uren die ter uitvoering van het werkrooster worden verricht, voor zover deze prestaties hoofdzakelijk tussen 23 en 6 uur liggen, onder andere en bij wijze van voorbeeld worden verstaan, de uren die tussen 22 en 6 uur en die welke tussen 24 en 12 uur worden verricht. De tussen 12 en 24 uur gepresteerde uren worden daarentegen niet in aanmerking genomen.

Art. 3. De bepalingen van artikel 2 zijn maar van toepassing bij ontstentenis van een reeds voor de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst op bedrijfstak- en/of ondernemingsniveau tot stand gekomen collectieve arbeidsovereenkomst of regelmatig toegepast collectief akkoord waarin het vraagstuk is geregeld.

CHAPITRE III

Durée, entrée en vigueur, révision et dénonciation

Art. 4. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle produit ses effets le 1er mai 1991.

Elle pourra, en tout ou en partie, être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 juillet 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

HOOFDSTUK III

Duur, inwerkingtreding, herziening en opzegging

Art. 4. Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1991.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk herzien of opgezegd worden, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 2198

4 JUILLET 1991. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 28 novembre 1990, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, modifiant les statuts du fonds de sécurité d'existence des entreprises pour la récupération de métaux (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 4 décembre 1979, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, instituant un fonds de sécurité d'existence des entreprises pour la récupération de métaux et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 30 septembre 1980, notamment les articles 3, 8, 10 et 17 des statuts, modifiés par les conventions collectives de travail des 26 juin 1984, 27 mai et 29 juin 1987 et 14 mars 1990, respectivement rendues obligatoires par les arrêtés royaux des 12 novembre 1984, 11 décembre 1987 et 13 juillet 1990;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 28 novembre 1990, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux, modifiant les statuts du fonds de sécurité d'existence des entreprises pour la récupération de métaux.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 30 septembre 1980, *Moniteur belge* du 1er novembre 1980.

Arrêté royal du 12 novembre 1984, *Moniteur belge* du 19 décembre 1984.

Arrêté royal du 11 décembre 1987, *Moniteur belge* du 6 janvier 1988.

Arrêté royal du 13 juillet 1990, *Moniteur belge* du 18 août 1990.

N. 91 — 2198

4 JULI 1991. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 november 1990, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, tot wijziging van de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid van de ondernemingen voor de terugwinning van metalen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1979, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid van de ondernemingen voor de terugwinning van metalen en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 30 september 1980, inzonderheid op de artikelen 3, 8, 10 en 17 van de statuten, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 26 juni 1984, 27 mei en 29 juni 1987 en 14 maart 1990, respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 12 november 1984, 11 december 1987 en 13 juli 1990;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 28 november 1990, gesloten in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen, tot wijziging van de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid van de ondernemingen voor de terugwinning van metalen.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 30 september 1980, *Belgisch Staatsblad* van 1 november 1980.

Koninklijk besluit van 12 november 1984, *Belgisch Staatsblad* van 19 december 1984.

Koninklijk besluit van 11 december 1987, *Belgisch Staatsblad* van 6 januari 1988.

Koninklijk besluit van 13 juli 1990, *Belgisch Staatsblad* van 18 augustus 1990.